

PRÉFÈTE DU PAS-DE-CALAIS

PREFECTURE
DIRECTION DES POLITIQUES INTERMINISTÉRIELLES
BUREAU DES PROCÉDURES D'UTILITÉ PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT
Section des INSTALLATIONS CLASSEES
DPI – BPUPE – SIC – LL – n° 2015 - **67**

**INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Commune de NESLES

Société T.R.B

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

La Préfète du Pas de Calais,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l' Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 29 janvier 2015 portant nomination de Mme Fabienne BUCCIO en qualité de préfète du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU les arrêtés préfectoraux d'autorisation du 11 août 1977 et du 2 janvier 1997, délivrés à la société T.R.B, pour l'exploitation d'une installation de production de produits réfractaires et de masses de bouchage, située sur le territoire de la commune de NESLES (62152) ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 février 2015 imposant des mesures d'urgence relatives à l'accident survenu le 12 janvier 2015 et ayant entraîné une pollution du cours d'eau longeant le site de la société T.R.B ;

VU le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, Inspecteur de l'Environnement en date du 3 février 2015 ;

VU la lettre de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 3 février 2015 informant la société T.R.B de la proposition de mise en demeure ;

CONSIDERANT que lors de la visite de l'inspection réalisée le 13 janvier 2015, l'Inspecteur de l'Environnement a constaté que l'exploitant ne respecte pas les dispositions des articles 15.1.1 (consignes de sécurité), 15.1.3 (sûreté de l'installation) et 15.7.3 alinéa 5 (formation du personnel) de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 janvier 1997 susvisé ;

CONSIDERANT qu'il convient de mettre en demeure la société T.R.B à NESLES de respecter les dispositions des articles 15.1.1, 15.1.3 et 15.7.3 alinéa 5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 janvier 1997 susvisé ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Pas de Calais ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er}:

La société T.R.B, ci-dessous dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé 7, avenue de Neuville – 62152 NESLES, est mise en demeure pour les installations sises à la même adresse, de respecter les dispositions des articles 15.1.1 (consignes de sécurité), 15.1.3 (sûreté de l'installation) et 15.7.3 alinéa 5 (formation du personnel) de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 janvier 1997 susvisé, dans les délais suivants à compter de la notification du présent arrêté ;

Arrêté préfectoral d'autorisation du 2 janvier 1997	Prescriptions	Délais
15.7.3 alinéa 5	<u>Stockage de résine formo-phénolique et Noramox :</u> l'exploitation du dépôt, notamment les approvisionnements, se fera sous la surveillance d'une personne spécifiquement formée sur les dangers des produits agro-pharmaceutiques.	8 jours
15.1.1	L'exploitant établit et tient à la disposition de l'Inspection de l'Environnement la liste des équipements importants pour la sécurité. Les procédures de contrôles, d'essais et de maintenance des équipements importants pour la sécurité ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité, sont établis par consignes écrites.	1 mois
15.1.3	Les systèmes de détection, de protection, de sécurité et de conduite intéressant la sûreté de l'installation, font l'objet d'une surveillance et d'opérations d'entretien de façon à fournir des indications fiables, pour détecter les évolutions des paramètres importants pour la sûreté et pour permettre la mise en état de sûreté de l'installation. Les documents relatifs aux contrôles et à l'entretien liés à la sûreté de l'installation sont archivés et tenus à la disposition de l'Inspection de l'Environnement pendant une année.	1 mois

ARTICLE 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L.171-7 du Code de l'Environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 dudit Code; ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

ARTICLE 3 : DELAI ET VOIE DE RECOURS

En application de l'article R.514-3-1 du Code de l'Environnement :

- la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Lille,
- le délai de recours est de deux mois, à compter de la notification dudit arrêté, pour le demandeur ou l'exploitant et de un an pour les tiers, à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

ARTICLE 4 : AFFICHAGE

Une copie du présent arrêté sera déposée en Mairie de NESLES et peut y être consultée.

Cet arrêté sera affiché en Mairie de NESLES. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire de cette commune.

ARTICLE 5: EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, le Sous Préfet de BOULOGNE SUR MER et l'Inspecteur de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société T.R.B dont une copie sera transmise au Maire de NESLES.

ARRAS, le 13 MARS 2015

Pour la Préfète,

Le Secrétaire Général



Anne LAUBIES

Copies destinées à :

- Société T.R.B - 7, avenue de Neuville - 62152 NESLES
- Sous Préfecture de BOULOGNE SUR MER
- Mairie de NESLES
- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (Services Risques)
- Dossier
- Chrono